

Alors que l'instance qui décide des ouvertures et fermetures des classes pour la rentrée prochaine se réunissait hier à la préfecture, parents d'élèves, enseignants et élus ont manifesté pour dénoncer des fermetures inappropriées

Une aberration." S'ils n'étaient qu'une vingtaine à s'être rassemblés hier après-midi devant la préfecture, les pancartes, banderoles, drapeaux et écharpes portées offraient un bel aperçu de leur représentativité: entre deux manifestations contre la réforme des retraites, c'était pour s'opposer à la fermeture de classes à la rentrée prochaine que parents d'élèves, enseignants, syndicats et élus s'étaient donné rendez-vous.

De l'autre côté du boulevard Paul-Peytral, le Conseil départemental de l'Éducation nationale, instance qui décide des contours de la carte scolaire dans les Bouches-du-Rhône pour l'année prochaine, se réunissait pour acter les fermetures et ouvertures de classes qui seront réajustées en septembre.

Dans la soirée, la bonne nouvelle

S'appuyant sur une baisse démographique des élèves dans le premier degré, le CDEN - réunissant représentants de l'Éducation nationale, syndicats enseignants, représentants de parents d'élèves et des collectivités territoriales et dont l'avis est consultatif - a quitté la table de réunion en actant la fermeture de 156 classes dans le département pour 126 ouvertures. Aucune dotation supplémentaire de poste n'a été prévue pour renforcer les effectifs d'enseignants.

Parmi les fermetures annoncées figuraient celle d'une classe à l'école Saint-André La Castellane (16^e) et d'une autre à l'école François-Moisson (2^e), établissements situés en réseau d'éducation prioritaire renforcé. Parents d'élèves, personnels et syndicats d'enseignants mais aussi élus se mobilisent depuis une semaine en



La mobilisation a fini par payer : dans la soirée, on apprenait que les écoles La Castellane et François-Moisson préservait leurs classes. /PH. G.R.

multipliant les actions devant les écoles pour demander le maintien de leurs classes (lire également ci-dessous). "Fermer des classes pour des raisons budgétaires, c'est ne pas prendre en compte l'investissement des professeurs et des familles, déplorait Sandra Lopez, enseignante à Arles et déléguée du personnel Snudi-FO 13. Cela va à l'encontre de la bienveillance dont l'Éducation nationale ne cesse de se prévaloir."

"Le soutien des parents nous va droit au cœur, ajoutait une enseignante de La Castellane. C'est très difficile pour nous de

rester motivés quand on se donne à fond et qu'on nous annonce vouloir nous enlever des moyens."

Élu dans la circonscription dans laquelle se trouve l'école François-Moisson, le député LFI Manuel Bompard apportait également son soutien devant la préfecture "dans l'espoir que l'instance reviendra sur ces décisions absurdes qui pénalisent des écoles situées dans les quartiers qui connaissent le plus de difficultés sociales dans la ville".

Écharpes bleu et blanc sur le torse, plusieurs élus de la majorité des 15^e et 16^e arrondissements,

étaient venus en nombre, emmenés par la maire Nadia Boulainseur (DVG). "Nous dénonçons l'attitude schizophrénique de l'État qui, d'un côté apporte son aide à la rénovation des écoles avec le plan Marseille en grand, et de l'autre enlève des moyens pour assurer de bonnes conditions d'apprentissage pour nos enfants. Économiser aujourd'hui sur l'éducation, c'est le payer demain sur la sécurité. Ce ne serait pas un désaveu de revenir sur une décision." Leurs mobilisations ont fini par payer : alors que dans l'après-midi, il était prévu

qu'une délégation de parents d'élèves, de syndicats d'enseignants et d'élus soit reçue par le préfet mercredi prochain, les familles apprenaient dans la soirée la bonne nouvelle par la voix des fédérations de parents d'élèves en direct depuis la préfecture.

Réexaminés par le CDEN, les cas des classes des écoles François-Moisson, Saint-André La Castellane mais aussi de la maternelle Langevin-Wallon à Septèmes-les-Vallons ont été finalement sortis des listes de fermetures. Jusqu'à nouvel ordre?

Laurence MILDONIAN

LA VILLE INQUIÈTE

Dans un communiqué publié hier matin, la Ville de Marseille a dit "s'inquiéter de la fermeture éventuelle de classes, notamment dans les Réseaux d'éducation prioritaire (Rep) et Réseaux d'éducation prioritaire renforcée (Rep +)." La majorité municipale "souhaite maintenir le maximum des postes et de classes dans les écoles de la ville, pour que les enfants marseillais étudient dans les meilleures conditions", dans une ville "où un enfant sur trois vit sous le seuil de pauvreté."

Rappelant que le Plan de rénovation des écoles d'un montant d'un milliard d'euros et piloté conjointement par l'État et par la Ville depuis octobre 2021, est une de ses priorités, la mairie souhaite "continuer de travailler main dans la main" avec l'État, "pour permettre à chaque écolière et à chaque écolier de bénéficier des meilleures conditions d'apprentissages, et ce dans tous les secteurs de la ville." Elle souligne que l'école représente le premier budget municipal et qu'elle a mis "des moyens supplémentaires dans les activités périscolaires, le soutien à la scolarité et en recrutant des agents, des animateurs et des encadrants." Et c'est en raison de cet investissement qu'"il est nécessaire d'éviter la fermeture de classes à Marseille, et à plus forte raison dans les Rep", déclarait dans le communiqué Pierre Huguet, adjoint (PM) au maire en charge des écoles.